

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités en matière de politique économique, à Châlons-en-Champagne (Marne) le 31 août 2012.

Madame et Messieurs les ministres,
Monsieur le maire,
Monsieur le président du conseil régional,
Monsieur le président du conseil général,
Mesdames et Messieurs les parlementaires et les élus,
Mesdames et Messieurs les organisateurs,
Mesdames et Messieurs,

Je veux d'abord vous remercier pour l'accueil qui m'est fait. Certes j'avais pris mes habitudes, c'est la troisième fois en effet que je viens ici à la foire de Chalons, mais, cette fois-ci, je viens comme président de la République.

J'en avais fait la promesse, ce n'était pas la plus difficile à tenir. Mais ma présence est aussi un symbole, c'est-à-dire d'abord de reconnaître ce qui est fait sur ce territoire et d'être accueilli, rendez-vous compte, au Capitole, rien que cela, et dans un nouveau parc d'expositions c'est une rencontre qui devait avoir lieu.

Je suis aussi attentif, savoir qui seront les prochains invités à la foire de Chalons puisque comme candidat j'y ai été reçu 2 fois, ça m'a conduit là où vous savez, j'aurai donc un il particulièrement rivé sur les prochaines inaugurations de la foire.

Mais je suis ici aussi et surtout pour reconnaître ce qui se fait en Champagne Ardennes, deuxième région agroalimentaire de France, connue pour sa production de betteraves de sucre, de légumes, produits laitiers de Champagne bien sûr, c'est un atout considérable pour la France. J'ai entendu le message qui m'a été adressé par rapport d'abord à l'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO. Je soutiendrai ce projet. Mais aussi sur le rétablissement des droits de plantation et, d'ores et déjà, le ministre de l'Agriculture, avec un certain nombre de ses collègues, a engagé la démarche pour que de nouveau soient organisés ces droits de plantation.

Vous êtes aussi une grande région industrielle, avec une production reconnue, celle de la fonte, avec des pôles de compétitivité, notamment dans l'économie verte, première région éolienne, avec aussi des innovations considérables en matière de méthanisation, un pôle de compétitivité sur les matériaux innovants, vous êtes l'une des régions les plus exportatrices, voilà le sens de ma présence parmi vous, adresser à ce territoire effectivement un message de confiance.

Et pourtant, votre région souffre, rencontre des difficultés et les salariés m'en ont parlé tout au long de cette visite de stand en stand. Beaucoup m'ont exprimé à la fois leur attente, leur espérance et parfois même leur colère : ceux qui ne sont pas payés depuis des mois, comme à Sodi Medical, et qui attendent tout simplement l'exécution de décisions de justice et ceux qui craignent pour leur emploi, notamment dans le groupe GHM et puis aussi celles et ceux qui expriment leur frustration par rapport à des attentes accumulées en termes de pouvoir d'achat. Oui, j'ai entendu aussi les PME, les artisans qui se battent chaque jour, qui font front dans un contexte difficile et qui demandent un soutien et surtout une liberté pour que leurs efforts ne soient pas entravés. J'ai entendu les élus, de toutes sensibilités, me dire combien ils étaient à la fois prêts à se mobiliser et en même temps inquiets sur leur possibilité d'accéder au financement.

Alors mon devoir, c'est de dire la vérité aux Français. Nous sommes devant une crise d'une gravité exceptionnelle, une crise longue, qui dure depuis maintenant plus de 4 ans et aucune des grandes puissances économiques, même les émergentes, n'est désormais épargnée, la croissance ralentit partout et les prix des matières premières, les céréales, augmentent pour des raisons aussi bien climatiques que spéculatives, mais aussi le pétrole avec ses conséquences sur le prix des carburants, tout cela complique encore la donne et la reprise. L'Europe est la plus touchée, la récession s'y est installée, les plans d'austérité s'additionnent, sans d'ailleurs que la confiance ne revienne, et c'est pourquoi, les principales décisions sont attendues maintenant dans la zone euro. Elles ont été trop longtemps différées ou reportées, ou annoncées comme devant enfin conclure un processus quand il n'y avait finalement qu'une étape de franchise. Je veux que soit rétablie la croissance et la stabilité en Europe, j'y travaille.

Mais il y a aussi la vérité sur la situation de la France, quelle est-elle ? Un endettement public qui s'est accumulé depuis trop longtemps, une compétitivité dégradée, 70 milliards de déficit de notre balance commerciale, c'est un record historique, une croissance qui s'est étouffée et même arrêtée depuis le début de l'année, ce qui explique que le chômage augmente depuis 15 mois consécutivement. Je ne reviendrai pas sur les responsabilités d'hier ou d'avant-hier, j'ai pris la situation de la France en toute connaissance de cause, telle qu'elle est et les Français ont tranché. Je n'ai rien ignoré de la réalité, il ne s'agit plus de juger le passé mais d'agir dès aujourd'hui pour préparer l'avenir. Ma mission de président de la République c'est de conduire notre pays pour qu'il fasse des choix dans le bon ordre, dans le bon rythme et dans la bonne direction, et c'est au gouvernement, sous l'autorité de Jean-Marc AYRAULT, de mettre en œuvre ces orientations.

Il y a d'abord l'urgence. L'urgence, c'est l'emploi, d'abord celui des jeunes les plus éloignés du marché du travail, c'est l'ambition des Emplois d'avenir qui sont en priorité orientés vers le secteur qu'on appelle non marchand (les associations, les coopératives, les mutuelles, les élus) mais aussi une part vers le secteur privé. J'ai considéré que ce dispositif devait être engagé sans attendre. J'ai donc convoqué une session extraordinaire du Parlement pour permettre que le texte puisse être adopté d'ici la fin du mois.

Dès le début du mois d'octobre seront signées les premières conventions pour l'embauche de jeunes sans qualification qui sont massivement frappés par le chômage dans les quartiers ou dans des zones rurales éloignées de l'emploi, un volet « formation » sera prévu. Ce changement traduit autant une volonté qu'un engagement, parce que mon pari c'est que, si la confiance revient dans la jeunesse, c'est la confiance dans le pays qui, de nouveau, sera confortée.

C'est aussi l'esprit du Contrat de génération qui sera présenté dans les jours qui viennent aux partenaires sociaux et dont le but est d'associer les âges au lieu de les opposer, en permettant aux plus anciens dans les entreprises d'accueillir, d'accompagner, de parrainer les jeunes. Ce dispositif, là encore, permettra de réduire la précarité des moins de 25 ans qui n'en peuvent plus d'attendre mais aussi, de maintenir dans l'emploi les plus de 50 ans que dans certaines entreprises, un certain nombre voudrait voir partir. Eh bien non, c'est l'un des gâchis les plus insupportables que l'on vit aujourd'hui, cette mise à l'écart des 2 extrêmes de la pyramide des âges, les jeunes et les seniors. Je sais que les entreprises, les grandes comme les petites, sont prêtes à se saisir de cette belle idée pour l'adapter à la réalité des situations professionnelles ou sectorielles, c'est le but de la négociation qui va s'engager.

Agir pour l'emploi, c'est aussi anticiper les restructurations, les mobilités, les changements, qui, hélas ou heureusement, sont indispensables et c'est ne pas subir les plans sociaux mais les prévenir et c'est accompagner les mutations économiques, développer la formation professionnelle, préférer l'activité partielle au chômage. Cet objectif requiert une refonte de nos procédures afin bien sûr, de prévenir et de sanctionner les licenciements abusifs mais aussi, d'en finir avec l'accumulation des délais qui placent les salariés et les entreprises dans des situations de grande instabilité. Il importe aussi de veiller à réduire la précarité excessive du marché du travail. Le gouvernement proposera donc aux partenaires sociaux, là encore, d'engager dès le mois prochain sur ce sujet décisif une négociation sur la base d'un document d'orientation qui

Je vais prendre quelques illustrations ! Pour favoriser l'innovation, le crédit d'impôt recherche, qui a fait la preuve de son utilité, sera préservé et élargi à l'innovation, notamment dans les PME, en contrôlant bien sûr la pertinence et la qualité des investissements qui y sont engagés. De la même manière, pour permettre l'accès des entreprises au financement, en prêt comme en fonds propres, une banque publique d'investissement va être créée dans les jours qui viennent, elle regroupera les établissements existants, mais elle permettra surtout des avancées majeures, mobilisera de nouvelles ressources - comme les sommes qui sont déposées sur les Livrets de Développement Durable dont le plafond a été doublé - ce qui permet de capter une épargne pour la mettre au service du financement des entreprises. La banque publique concentrera ses interventions sur les PME et les entreprises de taille intermédiaire les plus innovantes. Elle sera aussi un facteur de simplification et d'accélération puisqu'elle sera déconcentrée sur les territoires et qu'elle travaillera en cohérence avec les Régions qui seront associées à ces décisions et à ces orientations. Et cette banque publique, qui aura son rôle, ne se substituera pas au secteur bancaire, mais il y aura une réforme des banques pour que soient davantage séparées aujourd'hui les activités de crédit, de dépôt et les activités de placement spéculatif.

Entin, la France doit résoudre son problème de compétitivité. Depuis 10 ans la France perd des parts de marché, son industrie a reculé dans ce qu'elle représente dans la valeur ajoutée, à peine 14% aujourd'hui. Notre spécialisation n'est plus conforme aux évolutions des marchés mondiaux, ainsi nous payons des années de politique industrielle inadaptée ou inexistante. Tirons-en les conclusions, la France a besoin de se donner les moyens d'une stratégie productive nationale. Elle doit être capable d'investir dans les secteurs les plus porteurs. Je les ai cités : les énergies, pour la transition écologique, l'aéronautique, les matériaux, les biotechnologies, ce que vous démontrez ici dans votre région. L'Etat doit avoir un rôle d'impulsion, doit concentrer ses investissements en créant des champions nationaux à vocation et à dimension mondiale, mais aussi de faire en sorte que les PME puissent être entraînées dans ce mouvement. Accompagner, c'est le rôle du Commissariat aux investissements d'avenir et les pôles de compétitivité seront mobilisés dans cette perspective.

Il y a aussi, puisque je parle de compétitivité, un système de prélèvement qui fait reposer sur le travail l'essentiel de la charge et un système d'exonération de cotisations sociales qui a été modifié tant de fois dans le passé est devenu aussi illisible que coûteux et en même temps, indispensable pour les entreprises et en même temps, c'est un système indifférencié, que les entreprises soient exposées à la concurrence internationale ou qu'elles soient abritées, qu'elles soient grandes ou petites, qu'elles créent des emplois ou qu'elles n'en créent pas. Là encore, dans le cadre de la conférence sociale le gouvernement et les partenaires sociaux travailleront sur la réforme du financement de la protection sociale.

C'est un sujet difficile qui a été tant de fois évoqué, annoncé, jamais traité, mais moi je n'attendrais pas la fin de mon mandat pour faire adopter une disposition à l'application différée. Des choix courageux seront faits en 2013 et ils seront durables, justes et stables.

Puisque je parle de la croissance, il y a l'industrie, il y a l'agriculture, il y a les services, il y a aussi le bâtiment, c'est à dire à la fois un besoin social impérieux, se loger, et en même temps une activité économique qui a un avantage c'est qu'elle n'est pas délocalisable. Pour se loger généralement c'est ici, sauf quand on fait le choix d'aller, pour je ne sais quelle raison d'ailleurs, à l'extérieur pour ne pas payer ses impôts. Un des freins à l'investissement immobilier c'est, on le sait, le coût et la disponibilité des terrains. Un projet de loi est prêt, il permettra de céder gratuitement les terrains de l'Etat, et les opérateurs publics aux collectivités locales et aux bailleurs sociaux qui s'engagent dans des programmes de construction. 110 000 logements entre 2012 et 2016 pourront être créés grâce à cette mise à disposition des terrains. De la même manière, les propriétaires privés seront invités à céder plus rapidement qu'aujourd'hui leur terrain à bâtir. Un programme de rénovation, d'isolation de logements sera lancé dans le prochain budget pour économiser l'énergie, améliorer le pouvoir d'achat des ménages et créer des emplois dans le secteur du bâtiment.

Beaucoup d'artisans veulent des règles stables, veulent des règles fiscales qui puissent être pérennisées pour permettre d'informer tous ceux qui veulent améliorer l'isolation de leur logement, de pouvoir le faire dans de bonnes conditions. Le dispositif fiscal sera donc stabilisé dans cet esprit.

Voilà, Mesdames et Messieurs, le cap que je voulais fixer : emploi, croissance, compétitivité. L'Etat prendra ses responsabilités, mais je vous le dis aussi il ne réussira pas seul. Il y a ce qui relève des partenaires sociaux, indispensable pour la négociation : employeurs, salariés. Il y a ce qui relève des entreprises parce que ce sont elles qui créent l'emploi et qui investissent. Il y a ce qui relève des salariés, parce que c'est eux qui par leur savoir-faire permettent l'excellence française. Il y a aussi ce qui appartient aux fonctionnaires, aux agents publics pour la qualité de nos services publics. Et puis il y a tous ceux, quelle que soit leur place, quel que soit leur niveau de rémunération ou de considération, donnent le meilleur d'eux-mêmes pour leur pays. C'est aussi cela le patriotisme et notamment économique.

Le redressement, il ne sera possible que si tous les territoires de la République y prennent leur part. Je rappelle que les collectivités locales assurent les trois quarts de l'investissement public en France. Voilà pourquoi je veux que le gouvernement d'ici octobre apporte des réponses au problème du financement des collectivités locales. et l'augmentation de la collecte du Livret A v

problème de financement des collectivités locales, et l'augmentation de la collecte de l'impôt, contribuera, parce que les sommes qui y sont déposées ne vont pas simplement dans le logement social mais également dans le financement des collectivités locales.

Mobiliser les territoires, c'est donner aux régions la place et la responsabilité qu'elles doivent avoir. Je recevrai, le 12 septembre, les présidents de région et j'entends leur confier la responsabilité de gérer les fonds européens consacrés au développement de leur territoire. Ce sont elles les mieux placées. Ce sont elles qui iront plus vite encore que l'Etat. Les régions devront être les chefs de file du développement économique et de l'innovation, les interlocuteurs des entrepreneurs.

Dans le même esprit, avec le Premier ministre, je recevrai les maires et les présidents des grandes agglomérations qui sont indispensables pour la rénovation urbaine, pour la qualité des transports, mais aussi pour l'innovation. Je recevrai les présidents des Conseils généraux parce que, pour avoir exercé ce mandat, je sais ce qu'ils représentent pour la proximité, la solidarité et le développement durable.

Je sais aussi les problèmes de financement, notamment liés à la dépendance. Une réforme sera engagée de la dépendance. Là aussi trop longtemps différée. Et elle permettra, à la fois, de mieux couvrir les personnes et les familles qui sont touchées par le grand vieillissement ou le handicap, et en même temps, d'assurer des financements pérennes aux collectivités locales. Pour gagner cette bataille, car c'est une bataille, celle de la croissance celle de l'emploi, celle de la compétitivité il faudra du temps. L'action que je conduis s'inscrit dans la durée du mandat qui m'a été confié par les Français. Non pas sur trois mois, pas davantage sur douze mois, mais sur cinq ans. Et en même temps, il n'y a pas de jour à perdre. Tout compte. Trop de retards ont été pris. Trop d'urgences nous assaillent. Trop de périls nous menacent. Je prendrai donc les décisions dans un calendrier ordonné, en respectant les rythmes du Parlement et le dialogue social.

Le changement, ce n'est pas une somme d'annonces sans lien les unes avec les autres & le changement c'est une force qui sait où elle va, qui donne une direction susceptible de rassembler le pays. Chacun devra, à sa place, prendre sa part du destin de la nation. Oui, il y aura des efforts à faire, mais ils seront consentis dans la justice. C'est le sens de la loi de finances que le gouvernement prépare et dont le Parlement sera saisi à la fin du mois de septembre.

Notre devoir c'est de réduire le déficit. Non pas pour l'idée qu'il faudrait réduire le déficit en soi, mais parce que c'est la condition pour maîtriser la dette, et donc pour assurer notre souveraineté.

Le sérieux budgétaire, c'est la condition pour ne pas être dans la main des marchés financiers. Aujourd'hui la France, ou plus exactement l'Etat, lorsqu'il lève un emprunt, acquitte des taux d'intérêt à dix ans d'un peu plus de 2% et quand il emprunte pour des périodes plus courtes à 0%. Alors que des pays comme l'Italie, comme l'Espagne payent des taux d'intérêt à 6% à dix ans, voire davantage. La condition, donc, pour garder cette situation, c'est de pouvoir, à la fois, être sérieux et en même temps respectueux des engagements. Nous serons donc, pour le budget 2013, amenés à faire des efforts sur la dépense puisqu'elle sera stabilisée, elle ne progressera pas & et sur les recettes, sera engagée la première étape de la réforme fiscale, pour mieux répartir l'impôt entre le travail et le capital, entre ceux qui ont le plus et ceux qui ont le moins.

Tout sera fait pour préserver le pouvoir d'achat des ménages et l'investissement des entreprises. Mesdames, Messieurs, en venant à la foire de Châlons, je savais que j'allais rencontrer bon nombre de Français qui allaient m'exprimer leurs attentes, leurs inquiétudes, leurs espoirs, leurs problèmes, mais aussi leurs solutions. En venant à la foire de Châlons, je savais que j'allais rencontrer des acteurs économiques qui se battent et se dévouent. Je savais que j'allais aussi voir des productions de grande qualité, des réussites, des initiatives. Voilà pourquoi je suis venu et aussi pour adresser un message au-delà de cette grande foire, de ce capitole qui m'accueille. Je voulais tracer la voie qui nous attend. Et malgré les difficultés qui sont là, l'enjeu qui est le nôtre, c'est de permettre à la France de se relever, de se redresser, de se remettre à croire au progrès. C'est ma mission que de la conduire dans cette direction.

Trois principes me guident : la vérité sur la situation, sur les efforts à faire, sur le temps nécessaire, sur les étapes, mais aussi sur le sens de l'action que je mène avec le gouvernement.

Le second principe c'est la justice, dans les choix, dans les mesures qui sont prises, dans les prélèvements qui sont demandés. Et mon troisième principe -- il a été rappelé d'ailleurs tout au long des interventions qui m'ont précédées, au-delà des sensibilités qui peuvent parfois séparer les uns les autres -- mon troisième principe c'est la confiance, c'est la clé de tout. Rien n'est inaccessible, rien n'est impossible dès lors qu'une nation croit en elle-même, en ses ressources, en ses chances.

Si nous réussissons à faire partager cette confiance, à fédérer sur l'essentiel, alors oui nous parviendrons, parce que je sais la capacité de la France, à nous relever & oui nous parviendrons à donner de l'espoir, à donner à notre pays la certitude qu'il avance, et la fierté d'être ainsi réunis dans une cause qui dépasse chacun d'entre nous.

Merci de m'avoir accueilli, merci pour l'action que vous menez les uns et les autres, et merci pour la confiance que vous nous apportez.

Vive la République et vive la France !